

## **Rencontre avec Antoine Mugesera Gatuna, le 2 mai 1994**

Pour rappel: Antoine Mugesera était une des personnes-clefs au sein de l'ONG rwandaise IWACU-CFRC. Fin septembre 1990 il s'était rendu à Kinshasa., dont il n'est jamais revenu. Depuis quelques mois nous savons qu'il se trouve à Mulindi dans le quartier-général du FPR., et qu'il y assume la fonction de Commissaire du Plan.

L'entretien a abordé successivement sa perception des ONG rwandaises dans le passé, une analyse de la situation politique récente, l'avenir du pays vu par le FPR, et le futur rôle des ONG étrangères et rwandaises.

### **1. Analyse des ONG au Rwanda**

Le grand défaut des ONG a toujours été qu'elles n'ont fait aucun effort d'analyse politique préalable. Les cadres individuels avaient bien une position politique, mais les ONG n'ont jamais fait aucun effort de comparer leurs visions, et d'établir une approche politique commune. Les différents points de vue sont toujours restés couverts, non-exprimés. Les ONG faisaient des petites actions à gauche et à droite. La construction d'un moulin, la tenue d'un séminaire, on enseignait l'utilisation de fiches de comptabilité alors que les associations paysannes n'avaient rien à gérer. C'étaient des actions de colmatage, de saupoudrage. Peut-être il y a-t-il eu un impact au niveau de quelques petits groupes, mais certainement pas au niveau de la société rwandaise. La famine qui bat son plein depuis 1988 est une preuve claire de l'échec des ONG. Le fond du système n'était pas touché, on travaillait à priori dans le système, sans faire une analyse approfondie des vraies causes de la pauvreté. On croyait changer le système de l'intérieur, mais c'était une illusion, le fond du système n'était pas touché.

Les ONG étrangères adoptent le principe de ne pas s'ingérer dans les affaires internes du pays, et ce n'est d'ailleurs pas leur rôle. Mais elles n'ont pas incité les ONG rwandaises à le faire. Elles n'ont pas fait le constat que les ONG locales manquent la capacité intellectuelle et la force physique de faire une analyse approfondie. D'ailleurs les ONG rwandaises se plaisaient bien dans leur travail. C'était un travail agréable, les cadres avaient un salaire assuré, et ne ressentaient pas le besoin d'aller plus loin, en se disant qu'on ne peut pas changer le système. En plus c'était le système même qui avait une influence tellement grande sur les ONG qu'il leur empêchait de faire l'analyse. Ils dépendaient trop du système pour oser le défier, et l'ont donc indirectement soutenu.

Les ONG croyaient que les paysans allaient devenir une force politique dans le pays, mais comment aurait-ce été possible, sachant que les ONG elles-mêmes n'en étaient pas une. Les ONG se cachaient derrière les paysans. Mais elles n'ont fait aucun effort pour renforcer la force paysanne. Quelle ONG a entrepris une vraie éducation des paysans, qui a fait une analyse réelle du prix du café et des autres produits agricoles, qui a analysé avec les paysans la politique agricole, qui a assisté les paysans à faire une analyse approfondie des rapports sociaux dans la société ? Le discours des ONG n'a pas donné un contrepoids aux discours officiels.

Le CCOAIB a échoué dans ce qui aurait dû être sa vraie mission. C'était un regroupement automatique d'organisations sans cadres expatriés (pourquoi cette exclusion d'ailleurs ?). Mais il n'y avait pas de soubassement commun, les moyens d'analyse, qui auraient dû être la

base, ont été très faibles. La société civile n'était donc pas homogène, n'avait pas de discours fort, n'a obtenu aucun succès économique, politique ni social. Chacun se complaisait dans son travail, sans aller au fond des problèmes.

## 2. Analyse

Les partis politiques sont nés sans mûrissement préalable. Ils étaient bâtis au tour de groupes d'amis, par pur opportunisme politique. Leur seul motif: la vengeance contre le régime. Une analyse politique approfondie faisait défaut. L'absence d'une base solide d'idées et de vraies programmes politiques en sont la preuve. Pour un petit rien on changeait de parti ou de coalition. Les partis n'avaient pas d'attaches du tout avec les paysans. Le divorce croissant entre la population et les partis politiques n'était pas leur souci du tout.

Le FPR quant à lui a pris le temps d'un mûrissement politique profond. A partir des problèmes constatés, on s'est demandé qui en profite. Et finalement on a du conclure que le régime était un système dictatorial. Une fois ce constat fait, on a fait le choix de le combattre. L'umubyeyi ne pouvait pas changer son propre système. Jamais n'a-t-on vu un système dictatorial s'auto-détruire. On ne pouvait pas travailler au changement à l'intérieur du système, donc il fallait le combattre.

Les partis politiques ont fait l'erreur de ne pas prendre le temps de faire une analyse partant de la situation de la population rwandaise. Le FPR l'a faite, sans se perdre dans une multitude de petites activités, comme les OING l'ont fait. Il faut d'abord éliminer l'exploitation et la corruption du système. Le FPR était le seul à aboutir à cette conclusion.

Pour que cette approche puisse réussir, le FPR s'est rendu compte qu'il fallait une base populaire forte, à l'encontre des autres partis politiques. Il faut montrer à la population les vraies causes des problèmes, pour qu'elle comprenne les enjeux, et s'unisse dans une force politique commune. Mais le FPR a été pris au dépourvu. Il a voulu se construire une base populaire lors de la période de transition. Mais les cadres n'ont pas eu l'occasion d'apporter leur analyse dans le milieu rural, de s'approcher des paysans. Le régime avait peur que leur discours s'enracine dans la population à plus long terme, et c'est pour cela qu'ils ont décrit le FPR comme une organisation sanguinaire et dangereuse. Ils savaient qu'ils allaient perdre, s'ils laissaient le FPR faire son travail de conscientisation à la base. C'est pour empêcher cela qu'ils ont déclenché la guerre.

Si tels étaient les objectifs, pourquoi alors avoir été aussi exigeant au niveau de la représentation militaire et politique du FPR ? Il le fallait pour empêcher le système de continuer à faire le mal. En échange de la guerre, il fallait installer des organes qui étaient capables de rompre le monopole du régime et ses alliés, en garantissant au FPR un minimum de contrôle sur ces organes qui risqueraient d'être utilisés contre eux: l'armée, la gendarmerie, affaires<sup>s</sup> intérieures.

Habyarimana a du signer les accords d'Arusha sous pression internationale, mais en même temps il s'y opposait. Il a même appelé les protocoles préalables des chiffons de papier. Pourtant, le FPR y a cru honnêtement et, comme ils ont compris par après, bêtement. C'est quand Habyarimana commençait à inventer un tas de prétextes et de conditions (certaines personnes ne pouvaient pas entrer au gouvernement, le CDR devait en faire partie, etc...) que le FPR s'est finalement rendu compte, au mois de mars, que les accords ne seraient jamais

appliqués, mais il était déjà trop tard. Le régime avait commencé à armer la population. Le FPR a retrouvé dans les communes du Nord des PV qui décrivent quelles armes ont été distribuées à qui. Tout ça faisait partie d'un plan qui devait empêcher le FPR d'entrer en contact avec la population. Une campagne d'intoxication avait commencé, décrivant le Tutsi comme l'ennemi à liquider, voilant les vrais problèmes avec une façade ethnique artificielle. Depuis janvier 1994 les entraînements des Interahamwe dans les forêts de Nyungwe, Gishwati et à Gabiro étaient intensifiés en préparation de leur plan monstrueux. Le FPR le savait, mais ça ne faisait pas peur. Ils avaient élaboré une stratégie pour neutraliser les Interahamwe, une fois au gouvernement, mais pour cela il fallait le contrôle de la gendarmerie. Ce qu'ils n'avaient pas prévu cependant c'est l'assassinat du président, et le rôle que la garde présidentielle allait jouer par la suite.

Le 6 avril, tous les leaders du FPR étaient rassemblés dans une salle de détente, eu train de regarder un match de foot à la télé, ou de boire un verre, lorsque la nouvelle de la mort du président les a pris par surprise.

En fait, le plan initial était autre: les accords d'Arusha prévoyaient que l'armée du FPR devait, avant la fusion des deux armées, être placée dans des cantonnements de rassemblement, sous la surveillance de la MINUAR, avec les armes en dépôt. C'est à ce moment-là que le coup était prévu, et aurait permis d'éliminer en une seule opération militaire toute l'armée FPR. Mais les leaders se sont impatientés, voyant que Habyarimana perdait son pouvoir et que la polarisation ethnique induite par eux avait l'effet désiré. Ils ont cru que le FPR n'était qu'une armée de guérilla, comme ils faisaient surtout des attaques de surprise, pour se retirer ensuite. Ils ont clairement sous-estimé la force du FPR, mais ils ont cassé la population.

Pourquoi le FPR a-t-il attaqué le 1er octobre 1990 alors que le multipartisme allait être installé incessamment et que les réfugiés allaient pouvoir rentrer ? Pourquoi ne pas avoir utilisé cette ouverture démocratique et renoncer aux armes ? En septembre il était déjà clair que les gens qui oeuvraient pour le multipartisme étaient menacés: les assassinats politiques étaient devenus une pratique courante. Les réfugiés, la corruption, l'ethnicisme, rien n'avait été fait, malgré les discours. L'exclusion ethnique et régionale continuait comme avant. Le gouvernement a tiré sur les étudiants, la famine continuait sans actions concrètes. Il n'y avait donc pas de perspectives de démocratie. Si Habyarimana avait uni la population (Tutsi, Hutu et Twa) lors de l'attaque, il aurait gagné. Mais il a préféré la continuation de sa politique d'exclusion ethnique, la preuve que le système était bel et bien dictatorial\_

Comment expliquer que les massacres à Butare ont tardé pour ensuite prendre une envergure sans précédent ? La population n'a pas fui en sachant que les autorités locales n'étaient pas dans le coup. Le préfet et le commandant de la gendarmerie s'étaient officiellement opposés à la violence. La population, qui était beaucoup plus mélangée qu'ailleurs, est tombée victime de l'inconscience de ces autorités, au moment où ils ont été limogés et remplacés par des sanguinaires. Comme Butare ne comptait que quelques îlots d'extrémistes, le gouvernement a dû importer quelques centaines d'Interahamwe et des gardes présidentielles, qui ont mis le feu à la poudre\_ Ils ont pris la population de surprise au dépourvu, en utilisant les gros moyens pour casser le "mythe" de la tolérance ethnique à Butare. Les gens n'avaient plus d'autre choix que de tuer pour ne pas mourir eux-mêmes. Vu la plus grande concentration de Tutsi et de gens de sang mixte, les massacres ont fait un nombre de victimes plus important qu'ailleurs. Plus rien ne pouvait plus s'opposer à cette violence d'été

Antoine a pris connaissance des messages élaborés par un groupe de rwandais en Belgique, sous l'initiative de François Nzabihimana. Il est extrêmement offensé par le fait que les FAR

et le FPR sont adressés de la même façon. Le FPR n'a jamais incité aux massacres, ni perpétré des massacres de civils innocents. Ils auraient dû s'adresser séparément aux deux armées avec un message approprié\_

### **3. Violations des droits de l'homme par le FPR**

Confronté aux accusations rassemblées par Frans à Gitarama, Antoine Mugesera donne les réponses suivantes:

- les camions du FPR allaient en effet chercher du bois à Mulindi. Ils étaient toujours accompagnés par la MINUAR, qui assistait chaque fois au chargement et déchargement\_ On peut vérifier cela avec la MINUAR. Les casques bleus prenaient en charge les armes du FPR de Nyacyonga jusqu'au CND. Il n'y a jamais de transport secret de soldats, qui auraient ensuite quitté le CND en infiltrant la population. Le 9 avril, les jeunes du FPR ont fait une première sortie pour aider la MINUAR à évacuer certaines personnes, comme par exemple Faustin Twagiramungu, mais la MINUAR a refusé\_ Les forces armées du FPR ont quitté Mulindi le 9 avril.
- si réellement on aurait trouvé des containers d'armes auprès des commerçants Tutsi à Kigali, les radios n'auraient pas tardé à l'annoncer. Il faut donner des faits, des noms vérifiables, si non de telles accusations sont gratuites.
- bien sûr le FPR avait creusé des trous, mais c'étaient des tranchées pour se cacher et se défendre en cas d'attaque. Il ne s'agit pas de trous creusés pour enterrer des cadavres, c'est trop facile à dire. D'ailleurs y a-t-on trouvé des corps ?
- le FPR n'a jamais fait de listes avec des personnes à éliminer. Des assassinats politiques auraient rendu mauvais service au FPR. Ils auraient pu le faire, mais à quoi bon ? Ils sont partout dans le monde. Ils n'allaient pas mettre en péril leur soutien international ! Les assassinats politiques n'ont jamais servi leur cause (voir l'OLP, l'Irak, la Lybie,.. ) . Le FPR n'était pas si désespéré qu'il devait recourir aux assassinats politiques.
- lors duc offensives militaires, il arrive souvent que des groupes de paysans armés par le gouvernement attaquent le FPR. Ceux-là sont bien sûr combattus. Il n'est donc pas étonnant que des corps de civils soient trouvés dans la zone FPR\_ Ils s'étaient organisés contre l'avancée du FPR et sont donc à considérer comme des éléments militaires. La population qui ne s'oppose pas à leur avancée est laissée tranquille. Il y eu beaucoup qui rendent les armes, ce qui démontre l'ampleur réelle de la distribution d'armes par le gouvernement.
- il reste des problèmes dans la zone occupée: il reste encore des poches de résistance des Interabanywa. Ils se cachent près des camps. Les paysans qui sortent à la recherche de nourriture sont attaqués et rançonnés. Récemment encore, le FPR est allé à la recherche d'un tel groupe. Ils les ont t'ouvés en train de boire. Comme ils ont résisté, ils ont été combattus. Avec ces assassins, le FPR n'a pas de pitié.
- le FPR fait-il des prisonniers de guerre ? Antoine avoue qu'il ignore leur nombre, comme il n'est pas militaire. Après la signature des accords d'Arusha, le FPR a remis des prisonniers de guerre au gouvernement, donc il doit y en avoir. Il s'informerait. Il affirme

cependant que beaucoup de militaires du FAR qui se sont rendus ont été intégrés dans l'armée FPR.

#### **4. Quel avenir pour le Rwanda**

Le FPR est déterminé à organiser le plus rapidement possible des consultations pour réinstaller les accords d'Arusha. Les pourparlers avec les Forces Démocratiques de Changement sont déjà en cours\_ Il existe des comités en Europe (Faustin Twagiramungu s'y est intégré) et à Byumba.

Le FPR ne peut pas administrer le pays tout seul. Un partage du pouvoir avec les forces progressistes qui veulent le changement est garanti. Une solution politique à court terme est la seule issue pour le pays, mais il faut qu'il y ait des avantages pour les deux côtés. Tendre la main vaut mieux que tuer. Le FPR est résolu cependant à ne pas reconnaître le gouvernement actuel. Ils ont prouvé ne pas être fiables, se sont comportés en assassins. Le gouvernement est issu du coup d'état du 6 avril. L'armée n'a pas voulu entièrement assumer son coup d'état en plaçant un général à la tête. Ils ont préféré nommer un gouvernement bidon pour voiler le coup d'état. L'armée est le seul corps avec qui le FPR peut parler : ils connaissent ces gens, et savent qu'ils contrôlent de toute façon le gouvernement actuel. Les gens du gouvernement ne seront pas éliminés s'ils se rendent. Certains peuvent encore être utiles pour le pays. Il faut garder des passerelles avec eux pour trouver la solution politique tant recherchée, c'est incontournable. Mais au lieu du gouvernement, il faudra constituer temporairement un corps de personnes honnêtes et fiables.

Le dialogue avec le FAR est cependant conditionné par un arrêt immédiat des massacres, et une poursuite en justice, avec l'aide de l'armée, des vrais responsables. Relever l'impunité est une condition forte. Il faut d'abord libérer le peuple pris en otage avant d'entamer les négociations. Un criminel ne dicte pas ses conditions.

Les vrais responsables ne sont pas nombreux. Les assassins sont nombreux, il est vrai, mais ils ont tués par manipulation, ou parce qu'ils avaient le choix entre tuer ou être tués. Ils sont déshumanisés et un processus de rééducation est nécessaire. Mais ils ne seront pas tués. Un mouvement politique ne peut pas exister sans les paysans. Alors pourquoi se tourner contre eux ? Le FPR veut créer l'occasion de montrer son vrai visage, et gagner, par ses activités démocratiques sur terrain, la confiance de la population.

Il est regrettable que les Nations Unies n'aient pas accepté l'idée d'une cour internationale. Ils ont refusé d'écouter le FPR à ce sujet (sous l'influence de la France -- point de vue personnel d'Antoine, pas du FPR). Le FPR soutient entièrement cette idée. La vérité doit être mise à jour. Il faut que les responsables disent, en face du monde, pourquoi ils ont choisi cette approche meurtrière.

C'est l'akazu qui a conçu le plan diabolique, ensemble avec quelques autres éléments comme Ngirumpatse Mathieu, Eunoch..... Rwagafilita,...). Pour l'exécution ils ont manipulé des jeunes sans avenir (escadrons de la mort, milices), se sont assurés de la coopération des autorités locales et ont entraîné toute une population dans le génocide.

## 5. Le rôle des ONG

Les ONG ont le devoir d'aider la population rwandaise en ces temps difficiles, parce que c'est leur raison d'être. On ne leur demande pas de reconnaître le FPR, on leur demande de le respecter, d'obtenir les autorisations nécessaires préalables, c'est tout. Elles ne doivent pas aider le FPR. Le Front a suffisamment d'amis et de contacts pour se débrouiller.

Après l'aide d'urgence, les ONG internationales auront comme tâches de:

- aider à réinstaller les déplacés et les réfugiés
- aider à reconstruire les infrastructures détruites, surtout les écoles
- soutenir les actions de santé et d'éducation
- aider à remettre en place le système agricole
- porter une attention particulière aux nombreux orphelins et veuves

Les ONG internationales, tout comme le peuple rwandais, seront nos juges. Elles nous verront à l'oeuvre, et finiront par nous reconnaître lorsqu'elles auront compris, par les faits, les vraies intentions du FPR.

Avant d'entamer leur travail, elles devront d'abord faire une analyse politique froide\_ A partir de cette analyse, prendre des engagements réels pour le peuple rwandais, basés sur des critères opérationnels et des choix clairs qui permettent de mer.

Un nombre de cadres d'ONG rwandaises se sont retrouvés à Byumba. Ils viennent d'exprimer le désir de se recréer une structure commune ayant comme objectif:

- aider les ONG internationales dans la distribution des aides d'urgence aider la population à s'organiser
- appuyer plus particulièrement les groupes vulnérables comme les femmes et les orphelins
- préparer les efforts de motion

Leur expérience antérieure leur sera d'une grande utilité. En plus, comme ils vivent la situation des déplacés de l'intérieur, ils sont mieux placés pour aider la population maintenant qu'ils ne l'étaient avant la guerre.

Ils préparent un document de stratégie à court et moyen terme, basé sur une analyse de la situation actuelle. Puis ils proposeront des activités. Le tout sera envoyé dans une ou deux semaines. Antoine s'engage à envoyer le plus rapidement possible un fax en Belgique, reprenant les noms de tous les cadres d'ONG rassemblés à Byumba.